

## PROFIL DE SOCIÉTÉ MACVIRO CONSULTANTS INC.

Cette firme d'experts-conseils de Toronto a commencé à travailler au Mexique en 1993. Elle a maintenant obtenu l'approbation du gouvernement mexicain pour réaliser des vérifications environnementales.

MacViro a également essayé d'obtenir une licence pour réaliser des évaluations complètes d'essais environnementaux. Elle n'a toujours pas reçu de réponse à sa demande et un porte-parole de l'entreprise décrit ce processus comme «difficile».

Au cours de l'été 1994, MacViro a participé à la préparation de propositions pour la réalisation de huit usines de traitement des eaux usées dans le cadre de projets construction-exploitation-transfert (CET) dans l'État de Morelos. Elle a trouvé difficile de rester concurrentielle en termes de prix étant donné le grand nombre de concurrents mexicains.

MacViro est parvenue à développer une relation de partenariat informelle avec une société mexicaine qui distribue des produits chimiques industriels et dispose d'importants contacts sur le marché industriel. L'entreprise revoit actuellement sa stratégie de pénétration du marché et envisage de s'intéresser aux projets touchant aux déchets cliniques et à l'incinération de ces déchets.

La *Banco Nacional de Obras y Servicios Públicos (BANOBRAS)*, la Banque nationale de la construction et des travaux publics, s'efforce également d'aider les municipalités à franchir la crise. Les dirigeants de *BANOBRAS* rencontrent ceux des institutions financières internationales, dont la Banque mondiale et la Banque interaméricaine de développement (BIAD), pour essayer de réorganiser les projets à venir afin de les rendre plus réalisables.

La dévaluation n'a nui que légèrement aux grandes entreprises industrielles, y compris les multinationales et les *grupos* mexicains, parce qu'ils disposent en général de suffisamment de revenus en devises étrangères et de capacité de financement de leur dette. Même s'ils s'en remettent davantage au financement extérieur, ces organismes continuent à réaliser d'importants projets environnementaux.

Il est évident que les évaluations de la durée de la crise financière sont très spéculatives. On semble cependant convenir que le secteur privé pourrait rester touché pendant au moins 12 mois et même peut-être pendant 24. Les dirigeants du *Secretaría de Desarrollo Social (SEDESOL)*, Secrétariat au développement social, pensent que certaines dépenses environnementales seront relancées dans les six mois, mais que l'ensemble du marché ne s'améliorera pas beaucoup avant 1996 ou 1997 parce qu'il sera difficile d'accéder à des fonds de la Banque mondiale ou de la Banque interaméricaine de développement, qui sont accordés à condition que les États fournissent une contribution équivalente. D'après *BANOBRAS*, certains gouvernements des États pourraient ne pas être en mesure de remplir leurs obligations financières quant aux prêts déjà accordés à cause de cette dévaluation.

Malgré ces difficultés à court terme, certains observateurs s'attendent à ce que les dépenses environnementales rebondissent à un taux annuel de croissance de 15 pour 100 et plus parce que la dévaluation a eu pour effet de reporter, plutôt que d'annuler, les programmes. D'autres spécialistes pensent que les effets de la dévaluation pourraient durer davantage.

## LES TENDANCES DU MARCHÉ

On a constaté une tendance marquée vers une commercialisation au moyen d'offres non sollicitées pour la vente aux gouvernements des États et aux municipalités plutôt que d'attendre des lancements d'appels d'offres. Cela se vérifie particulièrement dans le cas des projets éventuels de construction-exploitation-transfert (CET) touchant l'eau. Les entreprises mexicaines et étrangères élaborent des projets éventuels et réalisent des études de faisabilité à leurs propres risques. Auparavant, ces études de faisabilité étaient commandées par les gouvernements des États ou les municipalités et réalisées avec un financement du gouvernement fédéral. Le projet faisait l'objet d'appels d'offres après que l'étude ait défini ses caractéristiques. Il n'y a plus maintenant de fonds gouvernementaux disponibles pour réaliser ces études, et les projets sont lancés par le secteur privé. D'après des entrevues réalisées avec les dirigeants gouvernementaux, les sociétés canadiennes ne se sont pas manifestées avec ce type de promotion.